

CAMEROUN

COMMUNICATION À LA COMMISSION DES NATIONS UNIES
CONTRE LA TORTURE

62^e SESSION, 6 NOVEMBRE - 6 DÉCEMBRE 2017

Amnesty International est un mouvement mondial réunissant plus de sept millions de personnes qui agissent pour que les droits fondamentaux de chaque individu soient respectés.

La vision d'Amnesty International est celle d'un monde où chacun peut se prévaloir de tous les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres textes internationaux relatifs aux droits humains.

Essentiellement financée par ses membres et les dons de particuliers, Amnesty International est indépendante de tout gouvernement, de toute tendance politique, de toute puissance économique et de tout groupement religieux.

© Amnesty International 2017

Sauf exception dûment mentionnée, ce document est sous licence Creative Commons :

Attribution-NonCommercial-NoDerivatives-International 4.0. <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/legalcode>

Pour plus d'informations, veuillez consulter la page relative aux autorisations sur notre site : www.amnesty.org/fr.

Lorsqu'une entité autre qu'Amnesty International est détentrice du copyright, le matériel n'est pas sous licence Creative Commons.

Première publication en 2017 par Amnesty International Ltd

Peter Benenson House, 1 Easton Street Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni

Index : AFR 17/7190/2017

Original : anglais

amnesty.org

TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION	4
2. CADRE JURIDIQUE (ARTICLE 2)	4
3. DÉTENTIONS ILLÉGALES, TORTURE ET AUTRES MAUVAIS TRAITEMENTS (ARTICLES 1, 12, 16)	5
3.1 SITES DE TORTURE	6
3.2 FORMES DE TORTURE	6
3.3 CAS DE MORTS EN DÉTENTION	6
3.4 RESPONSABILITÉS INDIVIDUELLES ET HIÉRARCHIQUES	6
3.5 PRÉSENCE INTERNATIONALE À SALAK	7
4. RECOMMANDATIONS	7

1. INTRODUCTION

Amnesty International soumet la présente communication en prévision de l'examen par le Comité des Nations unies contre la torture (ci-après le Comité) du cinquième Rapport périodique du Cameroun sur l'application de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (ci-après la Convention ou la Convention contre la torture). Ce document expose un certain nombre des sujets de préoccupation essentiels d'Amnesty International à propos du respect par le Cameroun de la Convention contre la torture et tout particulièrement de ses articles 1, 2, 12 et 16.

La communication ne prétend pas être un relevé exhaustif des violations par le Cameroun de la Convention, mais elle met l'accent sur les préoccupations de l'organisation fondées sur ses recherches. La présente communication met l'accent sur le recours systématique à la torture et à d'autres formes de mauvais traitements infligées aux personnes soupçonnées de soutenir le groupe armé Boko Haram, dans des sites de détention illégaux aux termes de la loi camerounaise et gérés par les forces de sécurité et les services secrets camerounais ; sur l'incapacité de l'État à enquêter sur de telles pratiques et à y remédier en vertu de la Convention, ainsi que sur l'impunité dont bénéficient leurs auteurs.

La présente communication doit être lue en parallèle avec les deux derniers rapports d'Amnesty International sur le Cameroun publiés depuis juillet 2016¹.

2. CADRE JURIDIQUE (ARTICLE 2)

Outre la Convention, le Cameroun est partie à deux autres traités Internationaux qui interdisent la torture ainsi que les traitements cruels, inhumains ou dégradants : le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP)² et la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples³. De plus, la Constitution camerounaise⁴, le Code pénal⁵ et le Code de procédure pénale⁶ interdisent et, le cas échéant, érigent en infraction le recours à la torture et à d'autres formes de mauvais traitements.

¹ Amnesty International, *Chambres de torture secrètes au Cameroun : violations des droits humains et crimes de guerre dans la lutte contre Boko Haram*, publié le 20 juillet 2017 (Index : AFR 17/6536/2017), <https://www.amnesty.org/fr/documents/afr17/6536/2017/fr/> (ci-après : *Chambres de torture secrètes au Cameroun*) ; Amnesty International, *Bonne cause, mauvais moyens : Atteintes aux droits humains et à la justice dans le cadre de la lutte contre Boko Haram au Cameroun* (Index : AFR 17/4260/2016), www.amnesty.org/fr/documents/afr17/4260/2016/fr/ (ci-après : *Bonne cause, mauvais moyens*).

² Pacte international relatif aux droits civils et politiques (adopté le 16 décembre 1966, entré en vigueur le 23 mars 1976) <http://www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/CCPR.aspx> (consulté le 9 octobre 2017).

³ Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (également connue sous le nom de Charte de Banjul), <http://www.achpr.org/fr/instruments/achpr/>

⁴ La Constitution camerounaise de 1972 et ses modifications en 2008 www.wipo.int/wipolex/fr/text.jsp?file_id=315586

⁵ Journal Officiel de la République du Cameroun, Code Pénal Loi n° 67/LF/1 12 juin 1967, www.genevaacademy.ch/RULAC/pdf_state/CODE-Penal.pdf

⁶ Loi n°2005 du 27 juillet 2005 sur le Code de procédure pénale, www.icla.up.ac.za/images/un/use-of-force/africa/Cameroon/Criminal%20Procedure%20Code%20Cameroon%202005.pdf.

La Constitution camerounaise dispose qu'« en aucun cas, une personne ne peut être soumise à la torture, à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants⁷. Quant au Code pénal du Cameroun, il érige en infraction l'utilisation de la torture en vue d'extorquer des aveux ou des déclarations ou des informations au sujet d'une infraction⁸. Cette disposition du droit pénal est en deçà des dispositions de l'article 11 de la Convention puisqu'elle ne couvre pas tout l'éventail des actes constitutifs de la torture aux termes de cet article.

Le 23 décembre 2014 une loi antiterroriste (Loi n°2014/028) a été promulguée. Cette loi limite également les droits des suspects. Elle donne compétence aux tribunaux militaires sur toutes les affaires de terrorisme. Elle permet également de maintenir en détention les suspects pendant une période pouvant aller jusqu'à 15 jours, renouvelable indéfiniment. Enfin, elle prévoit la peine de mort pour les personnes reconnues coupables de mener, d'aider ou de soutenir des actes de terrorisme.

Le 15 décembre 2009 le Cameroun a signé le Protocole facultatif se rapportant à la Convention (OPCAT), mais à ce jour il ne l'a pas ratifié. Il n'a pas non plus mis en place un mécanisme national de prévention (MNP).

3. DÉTENTIONS ILLÉGALES, TORTURE ET AUTRES MAUVAIS TRAITEMENTS (ARTICLES 1, 12, 16)

Depuis le dernier examen, l'usage de la torture et d'autres mauvais traitements contre des personnes arrêtées parce que soupçonnées de soutenir Boko Haram s'est particulièrement multiplié. Amnesty International a publié au mois de juillet un rapport intitulé *Chambres de torture secrètes au Cameroun*⁹ qui fait état de 101 personnes détenues au secret et torturées par les autorités et les forces de sécurité camerounaises entre mars 2013 et mars 2017 dans des sites dépendant des militaires et des services secrets¹⁰.

Dans tous les cas, les victimes avaient été accusées - souvent avec peu ou pas d'éléments de preuve - de soutenir le groupe armé Boko Haram. Elles ont toutes été arrêtées sans mandat et pour la plupart sans que le motif de leur arrestation leur soit signifié.

Il s'agissait pour la majorité d'hommes camerounais âgés de 18 à 45 ans et originaires de la région de l'Extrême-Nord, les Kanuris étant le groupe ethnique le plus souvent pris pour cible. Toutefois, des femmes, des mineurs et des personnes souffrant de handicap physique et mental figuraient également parmi les victimes. Dans la plupart des cas, les personnes ont été arrêtées soit par les soldats membres de l'unité d'élite de l'armée régulière, le Bataillon d'Intervention Rapide (BIR), soit par des hommes en civil non identifiés.

Emmenées dans des lieux de détention non officiels dans lesquels elles ont été retenues sans aucun accès au monde extérieur, ces personnes ont finalement été transférées vers une prison officielle dans l'attente d'un procès. La durée moyenne de détention au secret était de 32 semaines – ce qui en soi constitue une violation de l'article 11, et éventuellement de l'article 16 – bien que certaines personnes aient été maintenues en détention jusqu'à deux ans et demi. C'est dans ces sites et pendant ces périodes que la torture a été régulièrement pratiquée.

⁷ La Constitution camerounaise de 1972 et ses modifications en 2008 www.wipo.int/wipolex/fr/text.jsp?file_id=315586

⁸ Journal Officiel de la République du Cameroun, Code Pénal Loi n° 67/LF/1 12 juin 1967, www.genevaacademy.ch/RULAC/pdf_state/CODE-PENAL.pdf.

⁹ Amnesty International, *Chambres de torture secrètes au Cameroun*.

¹⁰ Amnesty International, *Chambres de torture secrètes au Cameroun*.

3.1 SITES DE TORTURE

Amnesty International a également pu identifier 20 sites où des personnes ont été détenues au secret et torturées, y compris le siège de l'unité d'élite de l'armée camerounaise, le BIR à Salak, près de Maroua ainsi qu'un site situé à Yaoundé et géré par les services de renseignement de la Direction générale de la recherche extérieure (DGRE), connue sous le nom de « DGRE Lac ».

Les recherches menées par Amnesty International ont également permis d'identifier des lieux qui ne sont pas généralement associés aux forces de sécurité. Une vidéo analysée par les experts d'Amnesty International et des témoignages ont ainsi permis d'identifier une résidence privée à Kolofata et une école à Fotokol qui ont servi de lieux de détention illégale et de torture. D'autres sites ont été utilisés, y compris les bases du BIR à Kousseri, Mora, Kolofata, Fotokol, Waza et N'Gaoundéré, ainsi qu'un autre site de la DGRE près de l'aéroport militaire. Des cas de torture ont également été signalés dans les locaux du Secrétariat d'État à la Défense (SED) et sur la base de la Garde présidentielle à Yaoundé ainsi que dans des antennes des Équipes spéciales d'intervention rapide (ESIR) de la police à Kousseri et Maroua. Des faits similaires ont été en outre signalés dans d'autres commissariats de police et de gendarmerie du pays.

3.2 FORMES DE TORTURE

Amnesty International a recensé 24 méthodes de torture généralement utilisées pour extorquer des aveux aux personnes torturées ou pour les amener à fournir des informations sur les insurgés de Boko Haram ou leurs activités, mais également pour punir et intimider. Les méthodes de torture les plus fréquemment rapportées par les personnes détenues étaient les suivantes : coups à l'aide de divers objets, y compris des câbles électriques, des machettes et des bâtons en bois ; obligation de garder une position douloureuse ; suspension à des poteaux provoquant des douleurs atroces particulièrement aux articulations et aux muscles ; simulacre de noyade. La plupart des victimes ont subi une combinaison de ces méthodes de torture à plusieurs reprises, tout en étant soumises à des conditions inhumaines de détention, à la privation de nourriture, d'eau et de traitement médical, en plus d'être détenues au secret.

Les détails des techniques de torture font froid dans le dos. Dans la position dite de la « chèvre » couramment utilisée, le détenu est à terre, les bras et les jambes ligotés ensemble dans le dos, et roué de coups. Dans la technique couramment utilisée dite de la « la balançoire », la victime, bras et jambes liés derrière le dos, est suspendue à une barre posée entre deux poteaux ou trépieds, puis, une nouvelle fois rouée de coups. Un certain nombre de victimes portaient des cicatrices visibles laissées par cette forme de torture. Le constat fait par un médecin légiste a apporté une nouvelle confirmation à Amnesty International des témoignages des personnes concernées. Confronté à une description détaillée de ces pratiques, un représentant du ministère de la Défense a affirmé qu'elles ne relevaient pas de la torture, mais simplement d'une « exploitation approfondie ».

3.3 CAS DE MORTS EN DÉTENTION

La gravité des actes de torture infligés a causé de nombreux décès en détention. Sur les 101 victimes mentionnées ci-dessus, 32 ont déclaré avoir vu des individus mourir des suites des actes de torture ou de mauvais traitements qui leur ont été infligés, ou à la suite de mauvaises conditions de détention et/ou à cause de l'absence de soins médicaux. Amnesty International estime que des dizaines de détenus sont morts dans les bâtiments gérés par le BIR et la DGRE entre fin 2013 et mai 2017 à la suite d'actes de torture et d'autres mauvais traitements. Il est toutefois probable que les chiffres exacts soient plus élevés.

3.4 RESPONSABILITÉS INDIVIDUELLES ET HIÉRARCHIQUES

Les recherches menées par Amnesty International montrent aussi que l'ampleur des violations ainsi que l'emplacement des bureaux des hauts gradés sont tels qu'il est très probable que certains commandants militaires stationnés au quartier général du BIR à Salak aient été au moins au courant des actes de torture et des détentions au secret, et n'aient rien fait pour les prévenir ou les punir.

Amnesty International estime que les preuves contenues dans son rapport *Chambres de torture secrètes au Cameroun* fournissent une base suffisante aux autorités camerounaises pour ouvrir des enquêtes indépendantes, impartiales et rigoureuses - comme le prévoit l'article 12 de la Convention - sur d'éventuelles responsabilités individuelles et hiérarchiques pour les crimes de torture, de détention au secret et d'autres violations des droits humains commises par des militaires et des agents des services de sécurité, y compris des hauts gradés, ainsi que des violations graves du droit international humanitaire qui constituent des crimes de guerre.

La plupart des victimes ont pu identifier leurs tortionnaires. Si les actes de torture étaient généralement le fait direct d'agents de grade intermédiaire du BIR et de la DGRE, il est peu probable, au vu des témoignages et de l'analyse de la disposition des bases que les hauts gradés à Salak ou à la « DGRE Lac » aient pu ignorer ce qui se passait. À Salak par exemple, plus de 50 victimes ont été en mesure d'identifier la salle où elles étaient régulièrement torturées. Or, des analyses poussées confirment que cette salle se trouvait dans le même bâtiment que les bureaux de certains officiers supérieurs, alors que les cellules où pouvaient s'entasser jusqu'à 70 personnes en même temps étaient situées à environ 110 mètres des mêmes bureaux. Plusieurs victimes ont également identifié des hauts gradés de la DGRE ayant participé aux interrogatoires et aux séances de torture.

3.5 PRÉSENCE INTERNATIONALE À SALAK

Les recherches menées par Amnesty International conjointement avec Forensic Architecture, un organisme basé à Londres, indiquent également la présence régulière de personnel militaire de certains partenaires militaires internationaux du Cameroun sur la base du BIR à Salak pendant la période où les actes de torture et la détention au secret étaient régulièrement pratiqués.

« Bien qu'aucun élément de preuve n'indique que des militaires étrangers ont été impliqués dans la commission d'actes de torture, des témoignages, l'analyse de photos et de vidéos collectées sur les réseaux sociaux, ainsi que des documents d'appel d'offres de l'armée américaine, montrent la présence régulière de personnel américain à Salak, certains étant notamment logés dans le camp. Les chercheurs d'Amnesty International ont également observé directement la présence de personnel français lors de l'une de leurs visites à Salak. L'organisation a donc demandé aux gouvernements américain et français d'enquêter afin de déterminer dans quelle mesure leur personnel a pu avoir connaissance des pratiques répandues de détention illégale et de torture sur la base ou ont été complices de ces violations, et si, le cas échéant, des mesures auraient été prises afin d'en informer leur hiérarchie ou les autorités camerounaises.

4. RECOMMANDATIONS

Amnesty International formule à l'adresse des autorités camerounaises les recommandations suivantes :

- condamner publiquement tous les actes de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, s'engager à y mettre fin et veiller à ce que de tels actes ne soient plus tolérés ;
- fermer tous les lieux de détention non officiels et secrets, y compris les centres de détention militaires, et soit transférer les détenus s'y trouvant vers des lieux de détention légaux et s'assurer qu'ils soient soumis à des procédures pénales conformément aux normes internationales relatives aux droits humains et en matière d'équité, soit remettre ces personnes en liberté en veillant à ce que leur libération soit vérifiable de manière fiable et que leur sécurité soit assurée ;
- faire en sorte que toutes les personnes privées de liberté puissent informer leur famille du lieu et de la nature de leur détention, puissent avoir accès à des soins médicaux, puissent consulter l'avocat de leur choix et puissent avoir accès à des tribunaux civils indépendants à tous les stades de l'interrogatoire ;
- accorder aux observateurs nationaux et internationaux indépendants l'accès sans entraves à toutes les personnes privées de liberté en leur permettant d'effectuer des inspections imprévues de tous les lieux de détention, y compris les bases militaires et les locaux relevant des services secrets, afin d'enquêter et de constater les conditions de vie qui y règnent ;

- veiller à ce que tous les responsables des interrogatoires portent des uniformes identifiables et des insignes sur lesquels figurent leur nom et un élément d'identification et à ce que toutes les personnes participant aux interrogatoires soient visibles par les détenus ;
- veiller à ce que tous les détenus puissent être assistés de leur avocat à tous les stades de l'interrogatoire ;
- veiller à ce que toutes les allégations de torture et d'autres mauvais traitements, y compris de recours à la contrainte et aux menaces formulées par les suspects, notamment devant les tribunaux militaires, donnent lieu dans les meilleurs délais à une enquête impartiale, et à ce que des mesures soient prises en conséquence ;
- suspendre de tout service actif toute personne soupçonnée d'avoir commis des actes de torture ou d'autres mauvais traitements, ainsi que d'autres atteintes au droit international, jusqu'à ce que les allégations portées contre cette personne aient fait l'objet d'une enquête indépendante et impartiale, et en attendant l'issue de toute procédure pénale engagée ;
- améliorer les conditions de vie dans les centres de détention et veiller à la préservation de l'intégrité et de la dignité physiques et psychologiques de tous les détenus en fournissant des soins médicaux professionnels, ainsi que suffisamment de nourriture, d'eau, de lumière, d'air frais et de ventilation à tous les détenus, conformément aux Règles Nelson Mandela et d'autres normes internationales et régionales ;
- créer et tenir à jour un registre centralisé de toutes les personnes arrêtées et détenues ; ce registre devra pouvoir être aisément consulté par les proches des personnes détenues et leurs avocats, ainsi que par toute autre personne concernée, dans le strict respect du droit à la vie privée de la personne. Le registre devra comporter les données personnelles des détenus, le nom et le lieu de détention, ainsi que les noms des personnes responsables de la détention, l'autorité au titre de laquelle la personne est mise en détention, la date de l'arrestation et de la détention, et tous les transferts ;
- veiller à ce qu'aucune déclaration dont il est établi qu'elle a été obtenue sous la torture ne puisse être invoquée comme élément de preuve dans le cadre d'une procédure légale, sauf contre une personne accusée de torture, pour prouver que la déclaration a été faite ;
- veiller à ce que toutes les victimes d'actes de torture et d'autres violations des droits humains et leurs familles bénéficient de réparations, notamment de mesures de restitution, d'indemnisation, de réadaptation, de satisfaction et de garanties de non-répétition ;
- ratifier le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;
- ratifier la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées ;
- mettre en place un mécanisme national de prévention conformément à l'OPCAT et aux directives établies par le Sous-comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

**AMNESTY INTERNATIONAL
EST UN MOUVEMENT
MONDIAL DE DÉFENSE
DES DROITS HUMAINS.
LORSQU'UNE PERSONNE
EST VICTIME D'INJUSTICE,
NOUS SOMMES TOUS
CONCERNÉS.**

NOUS CONTACTER

info@amnesty.org

+44 (0)20 7413 5500

PRENEZ PART À LA CONVERSATION

www.facebook.com/AmnestyGlobal

@AmnestyOnline

CAMEROUN

COMMUNICATION AU COMITÉ DES NATIONS UNIES CONTRE LA TORTURE 62^e SESSION, 6 NOVEMBRE - 6 DÉCEMBRE 2017

Amnesty International soumet la présente communication en prévision de l'examen par le Comité des Nations unies contre la torture du cinquième Rapport périodique du Cameroun sur l'application de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Ce document expose un certain nombre des sujets de préoccupation essentiels d'Amnesty International à propos du respect par le Cameroun de la Convention contre la torture et tout particulièrement de ses articles 1, 2, 12 et 16.

La communication ne prétend pas être un relevé exhaustif des violations par le Cameroun de la Convention, mais elle met l'accent sur les préoccupations de l'organisation fondées sur ses recherches. La présente communication met l'accent sur le recours systématique à la torture et à d'autres formes de mauvais traitements infligées aux personnes soupçonnées de soutenir le groupe armé Boko Haram, dans des sites de détention illégaux aux termes de la loi camerounaise et gérés par les forces de sécurité et les services secrets camerounais ; sur l'incapacité de l'État à enquêter sur de telles pratiques et à y remédier en vertu de la Convention, ainsi que sur l'impunité dont bénéficient leurs auteurs.